

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

[Texte]

Tuesday, January 26, 1988

• 1604

The Chairman: Order, please. Pursuant to Standing Order 96.(2), the committee will resume its consideration of the white paper on national defence. For the benefit of those in the audience, the committee has been considering the matter of the reserves in relation to the comments in the white paper. This afternoon we welcome Mr. John Harker.

Mr. John Harker (Individual Presentation): Thank you, Mr. Chairman, for the invitation certainly. I have a very brief summary of a paper that I have left with the clerk.

I would like to make it very clear that I have never served in the armed forces, though I do have some thoughts on the future of the reserves, or more particularly the army reserves, and I hope these are useful to your deliberations.

• 1605

It would be a mistake to think that increased defence spending is going to be popular irrespective of the tasks for which it is needed. Reviving the militia could be seen as a worthwhile and necessary response to concerns that are growing—concerns, for example, about Arctic sovereignty. On the other hand, reviving the militia could be seen as an anachronism, the encouragement of militarism.

Very important here are the purposes ascribed to the militia, the tasks assigned it, and the measures adopted to ensure civilian approval. This approval must take the forms of willingness on the part of individuals to join, on the part of employers to cope with some disruption, and on the part of the public generally to pay for the improvements. Each is interrelated with the others, and each can be approached through specific measures. Here we can think of tax incentives or pension plans for the reservist, of tax allowances for the employer, though not of compulsion through legislation. The major measure, however, and likely the only way to win general approval, is to build the militia around popular tasks and gear it to meeting them. Arctic sovereignty, the defence of Canada, and peace-keeping should fall heavily on a new militia, and this militia should be trained not as conventional soldiers but primarily as special forces. This is not new. T.C. Willett made a similar proposal to the committee a few weeks ago.

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

[Traduction]

Le mardi 26 janvier 1988

Le président: La séance est ouverte. Conformément à l'article 96.(2) du Règlement, le Comité reprend l'examen du Livre blanc de la Défense nationale. J'aimerais dire, pour ceux qui sont dans la salle, que le Comité examine la question des réserves dans le contexte du Livre blanc. Cet après-midi, nous accueillons M. John Harker.

M. John Harker (à titre personnel): Merci, monsieur le président, de m'avoir invité. J'ai ici un très bref résumé du mémoire que j'ai donné au greffier.

J'aimerais d'abord préciser que je n'ai jamais fait partie des forces armées, ce qui ne m'a pas empêché de réfléchir à l'avenir des réserves, et plus particulièrement, à celles de l'armée de terre. J'ose espérer que mes réflexions sauront vous aider dans vos délibérations.

Il ne faudrait pas croire qu'une augmentation du budget de la défense recevra un accueil favorable quelles que soient les tâches auxquelles on consacrerait cet argent. On pourrait percevoir la résurrection de la milice comme une solution appropriée et nécessaire face à des préoccupations croissantes—par exemple, au sujet de notre souveraineté dans l'Arctique. Par ailleurs, on pourrait y voir un anachronisme, une recrudescence du militarisme.

Il est donc très important, afin de s'assurer l'approbation du public, de faire un choix judicieux des objectifs fixés à la milice, des tâches qui lui seraient assignées et des mesures adoptées pour donner suite à cette initiative. On s'attirera cette approbation du public si des particuliers sont prêts à s'y joindre, si les employeurs sont prêts à accepter certains dérangements et si le public est disposé à faire les frais de ces améliorations. Chaque élément est lié aux autres et chacun peut faire l'objet de mesures précises. Je songe notamment à des mesures d'incitation fiscale, ou à des régimes de pension de retraite pour les réservistes, à des dégrèvements fiscaux pour les employeurs mais sans avoir recours à des mesures législatives obligatoires. Ce qui aurait le plus de chances cependant de recueillir l'approbation générale, c'est de confier à la milice des tâches populaires et en lui donnant le nécessaire pour qu'elle puisse s'en acquitter. La souveraineté dans l'Arctique, la défense du Canada, et le maintien de la paix devraient être confiés en grande partie à cette nouvelle milice, laquelle ne recevrait pas un entraînement militaire traditionnel mais plutôt celui de forces spéciales. D'ailleurs, je ne propose rien de nouveau. T.C. Willett vous faisait une proposition semblable, il y a quelques semaines.